

B. Tratnjek et H. Jacolin, Sophie Latour
26 octobre 2010

Les villes dans la guerre

Débat, "Les villes dans la guerre", avec Bénédicte Tratnjek (doctorante) et Henry Jacolin (ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine, Sarajevo, pendant la guerre), Mardi 26 octobre 2010 au Café de Flore à 19h30.

Gilles Fumey introduit ce café géographique de la soirée, qui questionnera, autour des « villes dans la guerre », les conflictualités et l'habiter dans la guerre. Il présente les deux intervenants de la soirée : Bénédicte Tratnjek (doctorante en géographie à l'Université Paris-Sorbonne, laboratoire Espaces, Nature et Culture - [ENeC](#), et jeune chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire - [IRSEM](#)), qui prépare une thèse sur la géographie des villes en guerre - tout particulièrement dans les cas d'Abidjan, Beyrouth et de deux villes balkaniques : Mitrovica et Sarajevo ; et Henry Jacolin (premier ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine, qui a pris possession de son poste en plein cours de la guerre).

Bénédicte Tratnjek introduit le café par une présentation de l'intérêt d'une approche géographique des villes dans la guerre. Aborder ce sujet par une entrée spatiale se justifie pleinement, dans la mesure où il mobilise tous les outils de la géographie. C'est, dans un premier temps, au prisme des espaces des militaires qu'elle a interrogé cette question dans ses travaux de maîtrise et de DEA : il s'agissait de comprendre, au prisme des opérations militaires en milieu urbain, les interactions entre les acteurs en guerre et les spatialités des habitants. Mais la question est bien plus large : interroger les villes en guerre revient à se questionner sur la signification du « vivre la ville en guerre », mais aussi des conflits de représentation entre les différents opérateurs spatiaux. Pour les militaires, les villes sont des « théâtres d'opération ». Ce terme, qui fait de la ville une « scène », se révèle limitatif pour le géographe qui doit percevoir la ville non seulement par une géographie des combats, mais aussi comme un espace de vie. Cette ville est alors non seulement l'enjeu des combats, mais devient aussi l'espace de tous les extrêmes : les relations entre les habitants, dans ce contexte de guerre, s'en trouvent profondément modifiées. Si beaucoup de travaux soulignent les processus d'homogénéisation, d'inscription de la haine dans les sociétés urbaines (qu'il ne fait bien entendu pas négliger), il est nécessaire de comprendre également que des solidarités se mettent en place. Entre cette « géographie inhumaine » (telle que l'a proposé le géographe Stéphane Rosière à propos des « nettoyages ethniques ») et une géographie des solidarités, la ville se recompose, les violences des acteurs en guerre ont des répercussions sur les (im)mobilités des habitants, ces pratiques spatiales s'ancrent dans les territoires du quotidien, par-delà le temps de la guerre. On peut alors se demander, en tant que géographe, si la guerre reconstruit l'urbanité.

Sarajevo : le symbole de la ville assiégée

L'ambassadeur Henry Jacolin répond à cette introduction en donnant à entendre son expérience et ses réflexions sur les villes bosniennes, et tout particulièrement sur Sarajevo où il a séjourné pendant la guerre. Il rappelle, dans un premier temps, la raison du siège de Sarajevo qui a duré d'avril 1992 à décembre 1995. Il se terminera par la signature des accords de Dayton-Paris. Les Serbes séparatistes ont conservé le projet d'une « Grande Serbie », dont Sarajevo (la capitale de la Bosnie-Herzégovine) serait la capitale. Cela peut paraître d'autant

plus étonnant que les Bosno-Serbes (c'est-à-dire les Serbes vivant en Bosnie-Herzégovine) sont minoritaires, ne représentant que 26% de la population (selon le recensement de 1991, à la veille de la guerre). Pour Radovan Karadzic (le dirigeant des Bosno-Serbes), Sarajevo est le symbole même de ce qui était insupportable : le multiculturalisme, la multiconfessionnalité, une ville où le « vivre en commun » allait de soi et où 30% des mariages étaient mixtes au début de la guerre. Sa volonté était de créer d'un Etat ethniquement « pur », constitué uniquement de Serbes.

Deux questions se posent alors : pourquoi les habitants de Sarajevo ont-ils échoué à desserrer l'étreinte ? Pourquoi les Bosno-Serbes ont-ils échoué dans leur entreprise de siège de la ville ? Henry Jacolin précise qu'il faut faire un premier constat : les Bosno-Serbes séparatistes disposaient d'armes, mais de peu d'hommes. A l'inverse l'armée de Bosnie-Herzégovine avait des hommes et l'énergie du désespoir mais peu d'armes, puisque les dépôts se trouvaient majoritairement dans les villages serbes. Il faut ensuite rappeler la particularité du site, pleinement exploitée lors du siège de Sarajevo. La ville est construite dans une cuvette et les montagnes qui l'entourent sont très proches. C'est sur l'une d'entre elles, à Pale que Karadzic a fait installer les canons tenant ainsi directement en joug la ville. L'encercllement de la ville était complet. Sarajevo s'est donc retrouvée isolée du reste de la Bosnie-Herzégovine. La zone de l'aéroport constituait la seule zone de contact avec le reste du pays. Cette pression et cet isolement ont conduit de nombreux habitants au début de la guerre à tenter l'ultime recours mortel de franchir en courant la zone de l'aéroport.



La situation des habitants de la ville s'est trouvée améliorée d'une part par la construction du tunnel et d'autre part par le pont aérien que les Serbes avaient fini par accepter sous la pression des grandes puissances. Ce pont aérien, géré par l'ONU, permettait d'acheminer l'aide alimentaire.

La vie quotidienne à Sarajevo ou l'apprentissage d'une géographie du danger.

La vie quotidienne durant le siège était dangereuse et tous les moyens ont été utilisés pour terroriser la population. Les canons tiraient des obus avec une précision remarquable. L'ambassade de France n'a pas été épargnée et a été visée en réaction à la décision du président Jacques Chirac en août 1995 de créer une « force de réaction rapide ». Les lieux de rencontre, comme les marchés, les commerces (plus particulièrement les boulangeries) ont été visés par des tirs de mortiers. Les massacres de Markale sont particulièrement frappants par la volonté assumée des belligérants de faire des victimes à une heure où de nombreux Sarajéviens se rendaient sur ce marché pour y acheter de quoi survivre : ils ont fait respectivement 68 morts en février 1994 et 37 morts en août 1995. Enfin, les snipers disposaient d'angles de tirs leur permettant d'avoir dans leur visée tous les ponts en enfilade. Cette terreur était amplifiée par le fait que les tirs pouvaient survenir à n'importe quel moment. Face à cette situation, les habitants ont appris à connaître et à gérer ces lieux du danger. Les angles de tirs étaient connus de tous au mètre près ; les carrefours étaient recouverts de bâches, on y empilait des conteneurs. La rue étant soumise à un danger permanent, les habitants utilisaient des trous entre les cours des immeubles pour circuler.

Henry Jacolin décrit une vie quotidienne à la limite du supportable, sans électricité et où les magasins gardaient les portes closes faute d'approvisionnements. La survie n'était due qu'aux colis de l'aide internationale. Une blague qui circulait à l'époque est à ce titre révélatrice : « *Qu'est-ce qu'un lézard ? Un crocodile nourrit par le HCR [1] !* ». Le paysage de la ville change, les contre-allées, les parcs sont transformés en potagers.

Le siège et l'isolement : vivre et résister dans Sarajevo en guerre

L'isolement moral et intellectuel était tout autant difficilement supportable. Les Serbes avaient fait sauter le relais, la ville ne disposait plus du réseau de téléphone et devait se contenter du seul réseau intérieur. Pour les intellectuels surtout, cet isolement était rude : il n'y avait plus de congrès, ni de parutions de revues scientifiques. Pourtant, l'ambassade de France a essayé de pallier à cette situation en créant un festival, en faisant intervenir des intellectuels à l'ENS lors de séminaires ou encore en favorisant l'accueil d'étudiants bosniaques en Sorbonne. Henry Jacolin insiste malgré tout sur la vie culturelle qui se poursuit et la création intense qu'a connu la ville dans cet état de siège. On pouvait ainsi assister sans billet et bien qu'ils n'étaient pas annoncés (pour des raisons de sécurité, il s'agissait de ne pas faire de ces événements des cibles des snipers ou artilleurs), à des concerts donnés à la lueur des chandelles. Le danger n'étant jamais éloigné, il fallait également éviter les bombardements à la sortie. Deux pièces, aux titres évocateurs ont également été jouées : *Huis-Clos* et *le Mur*. Enfin, il y avait des expositions comme celle sur les techniques de guerre où était montrée la transformation d'une poussette en jerrycan d'eau.

En décrivant ces conditions de vie difficiles, Henry Jacolin et sa femme (qui nous fait également part de son témoignage) tiennent à souligner la dignité de ces habitants, qui vont travailler tous les jours même quand il n'y a plus rien à faire. Mme Jacolin nous dit son admiration pour ces femmes qui, bien que vivant dans ce chaos, étaient bien habillées, maquillées ; elle explique combien il lui était difficile de rester « correcte » dans ces conditions, et combien la dignité des Sarajéviennes -ces femmes qui continuent à vivre malgré les soucis de la vie quotidienne, qui se lèvent la nuit pour cuisiner, faire la lessive quand le gaz tant attendu revient- l'a impressionnée.

Pour clore ce témoignage, Henry Jacolin évoque l'humour ravageur au quotidien des habitants, comme ce Bosno-Serbe qui a un jour tagué le bâtiment de la poste : « *Ici c'est la*

Serbie », auquel un autre tag a répondu le lendemain : « *Imbécile, ici ce n'est pas la Serbie, ici c'est la poste !* ». L'humour est une façon de survivre à l'enfermement dans la ville assiégée, et de résister à la peur que le siège procure.

Gilles Fumey souligne le côté « casse-cou », loin de la belle vie des ambassadeurs « Ferrero » et demande comment il en est venu à accepter une telle mission et si les ambassadeurs sont toujours appelés à se sacrifier ? Henry Jacolin précise qu'il a été choisi pour de multiples raisons dont son grade, sa maîtrise du serbo-croate et pour ses venues régulières à Sarajevo.



De la géographie des combats à la partition de la Bosnie-Herzégovine : le partage du territoire en deux entités par les Accords de Dayton
Source : carte réalisée par Henry Jacolin et présentée lors du Café géographique.

Bénédicte Tratnjek enchaîne sur la particularité de l'esprit de Sarajevo. Dans le pays s'affrontaient deux modes d'habiter : un monde rural où les villages étaient mono-ethniques, contrairement à un monde urbain qui reposait sur la mixité et où les conflits étaient davantage d'ordre sociaux que religieux (il existait avant la guerre, comme dans toute ville, des conflits d'usage et de proximité, mais ceux-ci ne menaçaient pas la bonne entente, qui reposait sur le principe du *komsiluk*, c'est-à-dire du « bon voisinage », tant défendu par les urbains). Avant la guerre, il y avait véritablement une identité sarajévienne : dans l'espace public, on était avant tout habitant de Sarajevo, le reste appartenait à l'espace privé. Les affinités entre les habitants ne se construisaient pas autour de leur appartenance confessionnelle. Les gens vivaient selon un mode du « bon voisinage », les enfants issus de mariages mixtes étaient plus nombreux qu'ailleurs en Yougoslavie. Et dans la ville, des habitants de plus en plus nombreux se déclaraient « yougoslaves » (au moment des recensements, chacun se déclarait d'une appartenance communautaire : Tito avait créé cette catégorie des « Yougoslaves », qui, si elle restait minoritaire, témoignait d'une volonté de « vivre ensemble » par-delà les différenciations communautaires, c'est-à-dire ethniques et religieuses).

Les villes en guerre : des géosymboles de l'urbicide ?

C'est ce « vivre ensemble » que les Serbes postés sur les hauteurs attaque (il ne s'agit pas de dire que tous les Serbes ont participé au siège de la ville, mais de nombreux Serbes appartenant à l'armée fédérale et des Serbes de Bosnie-Herzégovine - les Bosno-Serbes - aux tendances nationalistes ont pris part à l'enfermement de la ville par l'artillerie). La géographie de la destruction de la ville nous en apprend beaucoup sur les intentionnalités de ces acteurs de la violence : les tirs ne sont pas aléatoires. Au contraire, leurs cibles sont les hauts-lieux de la « bonne entente » (les lieux qui symbolisent la multiculturalité de la ville, dont Vijecnica, la bibliothèque de Sarajevo, est peut-être le symbole qui a le plus marqué les esprits, par-delà la Bosnie-Herzégovine) et les lieux de l'identité de « l'Autre » défini ici comme celui qui n'est pas « nous » (les lieux religieux, les écoles). L'identité - pour les belligérants - doit donc se construire en rejet de « l'Autre », mais aussi en rejet du cosmopolitisme qui caractérisait la ville de Sarajevo avant la guerre. La destruction de la ville participe de la destruction de l'idée d'une idée commune aux habitants.

Cette logique est également visible au Kosovo. Bénédicte Tratnjek rappelle cependant qu'au Kosovo, on ne retrouvait pas ce même « vivre ensemble », mais plutôt un « vivre côte-à-côte » : on compte moins d'1% de mariages mixtes (selon le géographe Michel Roux [2]), les Serbes et les Albanais ne vivent pas sur la même rive, et ne parlaient pas la même langue. Dans certaines usines, les équipes ne sont pas mixtes, les ouvriers ne croisent pas. Mais ce système ne repose pas sur une conflictualité qui tendrait à la fragmentation du territoire du Kosovo : il ne faudrait pas imaginer que Serbes et Albanais du Kosovo ont toujours vécu en se considérant comme « ennemis » ! Une relative entente existe : si les territoires du quotidien sont fortement homogénéisés, il existe à l'échelle des cantons, des villes ou des quartiers, des « poches de peuplement minoritaire ». L'entente repose aussi sur un équilibre économique : certains Serbes du Kosovo ont été formés dans les Universités de la Serbie centrale (en particulier à Belgrade) et ont pu accéder à des postes de cadres ou de hauts-fonctionnaires au Kosovo : pourtant, seuls, ils ne peuvent pas « faire tourner » les industries, les Serbes peu qualifiés employés comme ouvriers n'étant pas assez nombreux pour cela. Le développement industriel - certes très modeste - de l'époque titiste au Kosovo a permis de renforcer cette interdépendance économique des deux communautés principales, mais aussi de faire une place aux « petites minorités » du Kosovo (c'est-à-dire aux peuples qui représentent moins de 5% du total de la population du Kosovo). L'équilibre reste fragile, surtout dans un contexte de montée des nationalismes, et dans un Kosovo où l'économie est la moins développée de tout l'ensemble de l'ex-Yougoslavie.

Le 25 juin 1991, la Croatie et la Slovénie vont déclarer leurs indépendances (en conformité avec la Constitution de la Yougoslavie, qui prévoyait que les six Républiques constitutives de cet Etat fédéral avaient le droit de déclarer leur indépendance suite à un référendum d'auto-détermination). Ce qui va déclencher une courte guerre en Slovénie, et la guerre de Croatie, menées par la Serbie. S'en suit la guerre de Bosnie-Herzégovine, qui à son tour, déclare son indépendance en 1992. Pendant ce temps, la « question du Kosovo » va être oubliée. Pourtant, le journaliste Jean-Arnault Dérens [3] rappelle que les premières tensions post-titisme (Tito, qui était président à vie de la Yougoslavie, est décédé en 1980) se sont déclenchées au Kosovo, où des manifestations ont eu lieu dès 1981. Le début des années 1990 va être marqué par une période de fortes répressions menées par le gouvernement de Belgrade (sous l'impulsion de Slobodan Milosevic, qui parallèlement déploie une politique de « nettoyage ethnique » en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, visant à « purifier » les territoires qu'il juge comme « serbe » de toutes les populations « indésirables », c'est-à-dire, dans sa logique nationaliste, non-serbes) : les Albanais du Kosovo vont être renvoyés des postes de

fonctionnaires (y compris dans les industries, qui fonctionnent selon un système d'économie socialiste, hérité du titisme), l'enseignement en langue albanaise va être interdit. Si les Albanais vont commencer à se constituer en « société parallèle » (par exemple, pour faire survivre des librairies - devenues « clandestines » aux yeux du gouvernement de Belgrade - avec des ouvrages en langue albanaise, ou pour maintenir un enseignement dans cette langue, en changeant d'appartements chaque semaine pour ne pas être repérés par les forces policières ou militaires serbes), ils vont cependant ne pas entrer en guerre au début des années 1990.

De son côté, le gouvernement de Belgrade n'a pas d'intérêt à ouvrir un nouveau front. Du côté des Albanais du Kosovo, notamment sous l'impulsion du leader charismatique Ibrahim Rugova qui prône une résistance non-violente, les espoirs sont placés dans les promesses de la communauté internationale (qui s'engage à tenir compte de la « question du Kosovo » pendant les futurs accords de paix qui mettront fin aux guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine). Pourtant, les Accords de Dayton de décembre 1995 ne font pas mention du Kosovo. Or, dès 1996, certains Albanais ne croient plus à la non-violence, et parmi eux certains constituent une milice, l'UCK (l'Armée de Libération du Kosovo), pour prendre les armes contre le pouvoir de Belgrade. Dès 1998, d'importants flux de réfugiés albanais, mais aussi serbes et des « petites minorités » vont être provoqués par la peur de tensions montantes entre l'armée de Serbie (appuyée localement par des groupes paramilitaires serbes) et l'UCK. La crainte que Slobodan Milosevic ne déclenche à nouveau un « nettoyage ethnique » va alerter la communauté internationale, et l'OTAN va déclencher une guerre dite « préventive », avec l'opération « Force alliée ». Néanmoins, cette guerre exclusivement aérienne ne va pas protéger les populations civiles : il n'y a aucune troupe terrestre au sol déployée par l'OTAN, et les avions survolent le Kosovo et la Serbie à 4000 mètres d'altitude, une altitude depuis laquelle il est difficile de bombarder sans risquer de dommages collatéraux. De plus, les troupes serbes au sol vont se « fondre » dans les flux de réfugiés et de déplacés, afin de ne pas être victimes des bombardements. Au sol, les massacres s'accroissent. Seule la signature de la fin de la guerre et le déploiement de troupes terrestres de l'OTAN vont y mettre fin.

Après avoir précisé ce bref contexte historique, Bénédicte Tratnjek revient sur la question des « lieux discursifs », c'est-à-dire des lieux dont la destruction procède d'une mise en scène du danger et de la peur dans les territoires. Elle en distingue de trois sortes : les hauts-lieux de l'identité de « l'Autre », les hauts-lieux de la multiculturalité et les hauts-lieux de l'urbanité. Les trois relèvent d'une géographie de la haine de la part des belligérants, c'est-à-dire qu'ils participent à créer des spatialités qu'ils jugent comme « impures ». Le premier type de « lieux discursifs » a déjà été abordé dans le cas de Sarajevo, mais on retrouve également les mêmes problématiques dans les villes du Kosovo, ou dans les autres villes en guerre : les lieux qui symbolisent l'identité de « l'Autre » relèvent, pour les acteurs de la guerre, de « l'indésirable ». C'est ainsi que les écoles peuvent être détruites (même la nuit lorsqu'elles sont vides ; alors, il ne s'agit pas de faire des victimes, mais bien de montrer que « l'Autre » n'a pas sa place), parce qu'elles symbolisent l'existence d'une identité linguistique, elles sont le symbole de la culture de « l'Autre ». A Kosovska Mitrovica (toponyme serbe) / Mitrovicë (toponyme albanais), ville divisée dans le Nord du Kosovo par la ligne de fracture entre les aires de peuplement majoritairement serbe au Nord et majoritairement albanais au Sud), la destruction des lieux religieux, mais aussi des [espaces de la mort](#) (les cimetières albanais et le cimetière serbe ont été l'objet de pogroms), participent de la volonté de détruire « l'Autre » par son patrimoine, de mettre en scène dans le paysage l'impossibilité d'un « vivre ensemble », aux yeux des belligérants.

Il s'agit alors de véritablement effacer « l'Autre » du territoire que les belligérants considèrent comme approprié et identitaire. Dans le cas des villes ex-yougoslaves en guerre, tuer n'est pas le but ultime, c'est un moyen déployé par les belligérants pour obtenir leur objectif : l'homogénéisation de leur territoire. C'est ainsi que l'on a parlé de « nettoyage ethnique ». Contrairement au génocide où tuer « l'Autre » est le but, dans le cas des « nettoyages » ou « épurations » ethniques, la « palette » de violence est très large, puisque le but est de « purifier » le territoire des populations « indésirables ». Le territoire est donc le cœur des intentionnalités des acteurs de ces violences. L'objectif, depuis la répression jusqu'aux massacres de masse, est de s'assurer que jamais les populations jugées comme « indésirables » n'aient envie de revenir sur ce territoire.

Le deuxième type de « lieux discursifs », ceux de la multiculturalité, est également l'objet d'attaques ciblées (c'est-à-dire choisies pour le message que leur destruction peut inscrire dans les paysages comme dans les esprits). Ce sont des bâtiments ou des quartiers qui sont reconnus pour être des géosymboles de la « bonne entente », de la rencontre entre les diverses communautés d'une ville, tels les centres culturels, les bibliothèques (où sont enfermés des ouvrages en plusieurs langues, qui témoignent d'héritages divers). La bibliothèque de Sarajevo (qui conservait des ouvrages du patrimoine culturel bochniaque, croate, serbe, mais aussi juif, témoins de la richesse patrimoniale de la Bosnie Herzégovine) a été détruite et incendiée. En détruisant des hauts-lieux de la rencontre et de l'entente entre les communautés, il s'agit, pour les belligérants, ce qui fait la ville. On peut dès lors parler d'urbicide, de « meurtre rituel de la ville », non dans le sens de l'anéantissement de la ville dans la guerre, mais dans le sens d'une destruction choisie et ciblée de l'urbanité, du « vivre ensemble » urbain, de la rencontre intercommunautaire.

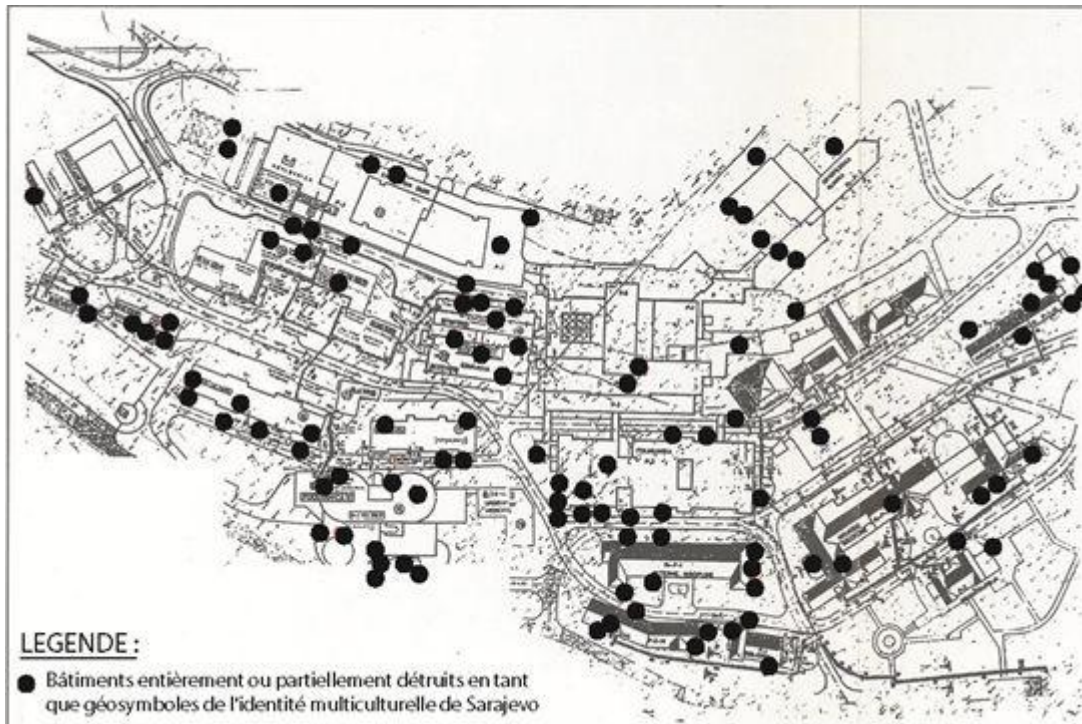


Le violoncelliste Vedran Evstafiev dans les ruines de la bibliothèque de Sarajevo : un symbole de la résistance de l'identité sarajévienne face à la géographie de la peur imposée par les belligérants

Source : Tratnjek, « [Les paysages urbains en guerre : géosymboles, territorialités et représentations](#) », 2009.

Enfin, les géosymboles de la citoyenneté constituent un troisième type de « lieux discursifs ». Ce sont, par exemple dans le cas de villes de Bosnie-Herzégovine, des industries (comme le montre, par exemple, les travaux sur la patrimonialisation et la démolition du géographe [Vincent Veschambre](#)) détruites non pour l'avantage que cette destruction pourrait donner aux belligérants, mais parce qu'elles sont caractéristiques de la ville : elles symbolisent l'agglomération d'habitants d'origines et d'identités diverses, mais aussi la nécessaire proximité entre ces différentes communautés pour le bon fonctionnement de l'usine. A Mitrovica (Kosovo), avant le déclenchement de la guerre en 1999, dans les industries, les cadres étaient serbes (du fait de la politique de répression et de discrimination menée par le gouvernement de Slobodan Milosevic, mais aussi de profondes inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur, les Albanais du Kosovo ayant longtemps été privés d'une formation en langue albanaise, devaient se rendre à Tirana - la capitale de l'Albanie - ce qui n'était possible que pour une élite) et la main d'œuvre majoritairement albanaise (les employés serbes et représentants des « petites minorités » n'étaient pas assez nombreux pour assurer l'ensemble de l'activité industrielle). Ils avaient donc besoin les uns des autres. Or, durant la guerre, alors même que ces industries n'ont plus de potentiel économique, on voit un véritable acharnement à les détruire. Le cas des [ponts dans les villes en guerre](#), en particulier dans les Etats ex-yougoslaves, est encore plus éloquent : pour ne prendre qu'un exemple, la destruction du pont de Mostar ne participe pas d'un quelconque avantage militaire (il n'était pas possible, ou du moins totalement incohérent d'un point de vue tactique, de faire pénétrer des chars dans cette partie de la ville - rappelons que les chars sont très vulnérables en milieu urbain, dans la mesure où la densité du bâti réduit très largement la manœuvre !). Mais, ce pont était connu et reconnu pour être un espace géosymbolique : il témoignait de l'urbanité comme moteur de la rencontre entre les populations.

Les exemples ne se limitent pas seulement à la région balkanique, on retrouve la même logique de destruction de hauts-lieux de la citoyenneté dans d'autres villes parmi lesquelles Bagdad, Beyrouth ou encore Nicosie. Les cafés (comme espaces de rencontre) ou encore les écoles (qui entretiennent une mixité identitaire, notamment linguistique) sont autant de lieux « ordinaires » dans la ville d'avant-guerre qui sont appropriés par les belligérants, et détruits pour leur « impureté » : il s'agit bien là, pour les acteurs de l'urbicide, de « juger » la ville comme un espace « impur » parce qu'elle permet la proximité, et plus encore la multiculturalité intercommunautaires. Cette typologie des « lieux discursifs » montre combien la mise en scène de la destruction de la ville peut dépasser des enjeux militaires/miliciens : les bâtiments détruits sont parfois choisis pour leur symbolique. La destruction de la ville perçue comme un territoire identitaire est donc au cœur des enjeux et des actions des belligérants.



Les

impacts de l'urbicide dans la ville de Sarajevo : « une haine monumentale »

Source : Bénédicte Tratnjek, d'après Xavier Bougarel, 1996, *Bosnie : anatomie d'un conflit*, La Découverte ; et Warchitecture, 1994, *Urbicide Sarajevo*, Association of Architects Das-Sabir.

La géographie de la peur : vivre dans une ville en guerre

Dans un second temps, Bénédicte Tratnjek aborde la question de la construction d'une géographie de la violence et d'une géographie du danger. La dangerosité est inégale dans la ville. Et elle se construit autour des violences, à la fois en tant que réalités, mais aussi en tant que vulnérabilité. Celle-ci est issue à la fois des réalités de la guerre, de l'imaginaire des habitants sur leurs espaces de vie devenus espaces de guerre, et du degré d'acceptabilité du danger par les populations. L'approche géographique de la question des risques est particulièrement révélatrice de ces problématiques.

Des stratégies résidentielles se mettent alors en place modifiant l'organisation de la ville : il y a ceux qui peuvent activer leurs réseaux et qui ont la possibilité de partir loin des affrontements et ceux, au contraire qui n'ont d'autres solutions que d'occuper un logement à proximité des combats. Ainsi, à Mitrovica, les populations les plus pauvres, c'est-à-dire les Roms sont contraintes à vivre près des lignes de fronts, alors que les populations proches des milices ont la possibilité de s'en éloigner.

L'état de siège transforme la ville en « ville-prison » et génère un nouveau mode de vie. Les rôles se renversent et ce sont les hommes qui vont au marché et s'acquittent des courses, les enfants quant à eux restent enfermés. Les mobilités sont modifiées et contrôlées, et dépendent des belligérants qui interdisent ou autorisent l'accès à certains lieux. On sort à la faveur de l'obscurité, celle-ci offrant une plus grande protection. Ainsi aller en boîte de nuit à Sarajevo, ou encore contourner les interdits donnent un sentiment d'évasion. Le dessin, l'écriture contribuent à ce sentiment en permettant à l'imaginaire de s'échapper.

Bénédicte Tratnjek termine en évoquant l'image-symbole d'un concert du violoncelliste Vedran Smajolovic pendant le siège, sur les ruines de la bibliothèque de Sarajevo montrant à

la fois la résistance du « vivre ensemble » sarajévien, et le danger de la ville pour les habitants. Mêlant ruines et musique, cette image témoigne à la fois des vulnérabilités des habitants, des violences des belligérants, de la peur de « l'Autre » qui s'est immiscée dans la ville, et des solidarités entre des voisins d'identités diverses.

DEBAT

Gilles Fumey demande des précisions sur la vie quotidienne de M. et Mme Jacolin : quel est le quotidien d'un ambassadeur et de son épouse dans Sarajevo assiégée ?

Henry Jacolin explique qu'il a été ambassadeur à Sarajevo pendant trois ans. Lorsqu'il est arrivé, il a été accueilli par le général Morillon (alors commandant de la [FORPRONU](#) - la Force de protection des Nations Unies pour la Bosnie-Herzégovine) dans les locaux de l'ONU et il vivait chez lui. Tous ses déplacements se faisaient en blindé. L'ambassade se résumait alors, comme l'a souligné Bénédicte dans son intervention, à sa mallette. Ce n'est que par la suite qu'il a eu un F3 prêté par les bataillons français, mais qui était situé loin du centre. Il a ensuite installé ses bureaux dans l'hypercentre, sur la place de la cathédrale, en 1994, rendant possibles les contacts avec les habitants. Avec son épouse, ils ont vécu un premier temps à l'hôtel avant de louer un appartement près de la présidence. Cela n'était en aucun cas un gage de protection, au contraire. Celle-ci était l'objet de tirs de rockets, dont ils entendaient souvent le sifflement. Mais, cet appartement était situé près d'une boulangerie qui fabriquait des croissants, à laquelle on pouvait accéder sans être vu des snipers.

Une question de la salle demande à Bénédicte Tratnjek de revenir sur la notion d'urbicide et d'explicitier le parallèle avec Beyrouth.

Bénédicte Tratnjek : Ce néologisme d'urbicide est créé par Bogdan Bogdanovic (architecte et ancien maire de Belgrade) pour parler du « meurtre rituel de la ville » dans le cadre des conflits de décomposition de la Yougoslavie. Pourtant, le phénomène a existé avant le néologisme. Beyrouth serait en fait, rétro-activement, la première ville ayant connu ce phénomène. Le Hezbollah a pensé géographiquement la destruction de la ville : par exemple, les cafés (lieux de rencontre par excellence) ont systématiquement été détruits : on ne peut pas parler là d'un avantage stratégique.

Henry Jacolin rappelle que les Serbes, dans le cas de Sarajevo souhaitaient en faire leur capitale. Ils ont certes touché, abîmé la ville, mais n'a pas été réduite et rasée.

Bénédicte Tratnjek : c'est précisément le sens d'urbicide, qui ne procède pas de l'anéantissement de la ville, mais bien de sa destruction : la nuance n'est pas dans les moyens employés, mais dans le sens donné à la ville. Dans la ville anéantie, il s'agit de raser un lieu « gênant » pour les objectifs stratégiques (la ville « gêne » pour que les belligérants atteignent leurs objectifs, parce qu'elle empêche la progression des forces armées, parce qu'elle est un « nid de résistance », etc.). Dans l'urbicide, il ne s'agit pas d'anéantir la ville en tant qu'espace politique ou espace économique, mais de détruire « ce qui fait la ville », c'est-à-dire son urbanité. C'est pour cela qu'on ne peut pas parler d'urbicide, par exemple, dans le cas des villes détruites de la Seconde Guerre mondiale : c'est l'anéantissement de la ville qui était alors recherché par les belligérants. On ne peut pas non plus parler d'urbicide dans le cas des bombardements nucléaires des villes japonaises Hiroshima et Nagasaki : le « meurtre rituel de la ville » tel que l'a nommé Bogdan Bogdanovic représente en réalité le meurtre de l'urbanité (et non pas l'anéantissement de la ville comme espace politique et/ou économique). Dans le cas de l'urbicide, c'est la rencontre qui constitue l'identité de la ville qui est visée par les destructions. En imposant à la ville une géographie de la peur, les belligérants cherchent à

obtenir son homogénéisation la plus totale : la ville ne serait plus alors qu'un milieu urbain sans identité fondé sur la rencontre. L'urbicide ne touche donc pas toutes les villes en guerre, même dans les conflits actuels. Par exemple, en Afghanistan, de petites villes sont anéanties parce qu'elles sont une gêne dans la progression des belligérants, ou pour empêcher la progression des forces de la coalition otanienne, ou encore lors d'expéditions « punitives » parce que les habitants ont refusé de promettre allégeance aux Talibans. Au final, l'objectif de l'urbicide est de créer, par la violence, une « ville sans urbanité », c'est-à-dire une agglomération d'habitants homogénéisée, dont le « vivre » serait celui d'un « gros village » homogène. Les Serbes voulaient transformer Sarajevo en leur capitale de la « serbité » (de l'identité serbe).

Sophie Latour, enseignante en histoire-géographie.

Compte-rendu relu et amendé par Henry Jacolin et Bénédicte Tratnjek.

Pour aller plus loin sur les « villes dans la guerre » :

Le blog « [Géographie de la ville en guerre](#) » et le [site éponyme](#), animés par Bénédicte Tratnjek.

Pour aller plus loin avec le site des *Cafés géographiques* :

Sur les villes en guerre et la géographie des conflits :

- Bénédicte Tratnjek, « [Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre](#) », *Vox geographi*, 12 décembre 2009.

- Michel Lussault, « [Guérillas urbaines](#) », *Des cafés*, compte-rendu par Bénédicte Tratnjek, 3 octobre 2008.

- « [Dead Cities \(Mike Davis\)](#) », *Des livres*, compte-rendu par Bénédicte Tratnjek, 21 septembre 2010.

Sur Sarajevo et la Bosnie-Herzégovine :

- « [Sarajevo aujourd'hui. Voyage documenté en Bosnie-Herzégovine \(Aurélie Carbillet\)](#) », *Des livres*, compte-rendu par Bénédicte Tratnjek, 28 avril 2009.

- « [Sarajevo, mon amour \(Jovan Divjak\)](#) », *Des livres*, compte-rendu par Julien Vandeburie, 19 juin 2005.

- « [Le choix de Luna / Na Putu \(Jasmila Zbanic\)](#) », *Des films*, compte-rendu par Bertrand Pleven, 19 février 2011.

- Michel Roux et Agnès Casero, « [Srebrenica dix ans après après : un génocide ?](#) », *Des cafés*, compte-rendu par Marie-Rose Gonne-Daudé, 9 février 2005.

- « [Les Balkans : une géopolitique de la violence \(Michel Sivignon\)](#) », *Des livres*, compte-rendu par Bénédicte Tratnjek,

Sur d'autres villes en guerre :

- Michael Davie, « [Beyrouth à l'heure de la mondialisation : fragmentation des identités et des espaces](#) », *Des Cafés*, compte-rendu par Jeremy Garniaux, 24 avril 2008.

- « [Valse avec Bachir \(Ari Folman\)](#) », *Des films*, compte-rendu par Gilles Fumey, 30 juin 2008.

- Marc Lohez, « [Etude de cas : Port-au-Prince](#) », *Education*, 1er mars 2004.

Et pour aller encore plus loin :

- les *Cafés géo* et [les Balkans](#),

- les *Cafés géo* et les espaces de [la guerre](#).

[1] Le HCR ou UNHCR est le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations unies. Voir le site : <http://www.unhcr.fr/>

[2] Michel Roux, 1999, *Le Kosovo. Dix clés pour comprendre*, La Découverte.

[3] Jean-Arnault Dérens, 2006, *Kosovo, année zéro*, Editions Paris-Méditerranée (réédition sous le titre *Le piège du Kosovo* en 2008).

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net